



Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Distr. générale
8 juin 2017
Français
Original : anglais
Anglais, espagnol et français
seulement

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Quatre-vingt-treizième session

31 juillet-25 août 2017

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

Adoption de l'ordre du jour

Ordre du jour provisoire annoté

Ordre du jour provisoire

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Questions d'organisation et questions diverses.
3. Prévention de la discrimination raciale, y compris les mesures d'alerte rapide et les procédures d'action urgente.
4. Examen des rapports, observations et renseignements soumis par les États parties en application de l'article 9 de la Convention.
5. Soumission de rapports par les États parties en application du paragraphe 1 de l'article 9 de la Convention.
6. Examen des communications soumises en vertu de l'article 14 de la Convention.
7. Procédure de suivi.
8. Suivi de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, et de la Conférence d'examen de Durban.
9. Procédure d'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme.

Annotations

1. Adoption de l'ordre du jour

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le présent ordre du jour provisoire a été établi par le Secrétaire général en consultation avec le Président du Comité.

Suivant l'article 8 du règlement intérieur, l'adoption de l'ordre du jour est le premier point de l'ordre du jour provisoire de chaque session, sauf s'il y a lieu d'élire les membres du Bureau conformément à l'article 15 du règlement. L'article 9 prévoit qu'au cours d'une session, le Comité peut réviser l'ordre du jour et, s'il y a lieu, ajouter ou supprimer des points ou en ajourner l'examen. Au titre de ce point, le Comité adoptera l'ordre du jour de la session.



2. Questions d'organisation et questions diverses

Le Comité tiendra sa quatre-vingt-treizième session à l'Office des Nations Unies à Genève du 31 juillet au 25 août 2017. La première séance s'ouvrira le lundi 31 juillet à 10 heures.

Le Comité examinera le programme de travail de sa quatre-vingt-treizième session. Il poursuivra aussi l'examen de ses méthodes de travail.

L'attention des États parties est appelée en particulier sur l'annexe, qui contient le calendrier proposé pour l'examen des rapports soumis par les États parties.

Conformément à l'article 64 du règlement intérieur, les représentants des États parties sont invités à assister aux séances du Comité au cours desquelles le rapport de leur pays est examiné.

Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité examinera le programme de travail de sa quatre-vingt-treizième session.

3. Prévention de la discrimination raciale, y compris les mesures d'alerte rapide et les procédures d'action urgente

À sa quarante-cinquième session, le Comité a décidé de faire de cette question un des principaux points à inscrire régulièrement à son ordre du jour. Dans le cadre de ses efforts de prévention de la discrimination raciale, le Comité peut décider de prendre des mesures d'alerte rapide afin d'empêcher que des problèmes existants ne dégénèrent en conflits, ou bien d'engager des procédures d'action urgente face à des problèmes qui exigent une attention immédiate pour prévenir des violations graves de la Convention ou en limiter l'ampleur et le nombre.

4. Examen des rapports, observations et renseignements soumis par les États parties en application de l'article 9 de la Convention

À sa quatre-vingt-treizième session, le Comité examinera les rapports périodiques reçus des États parties suivants : Canada, Djibouti, Émirats arabes unis, Équateur, Fédération de Russie, Koweït, Nouvelle-Zélande et Tadjikistan.

Selon l'usage et conformément à l'article 64 du règlement intérieur, le Secrétaire général a informé les États parties concernés des dates auxquelles le Comité a prévu d'examiner leur rapport. Les dates retenues pour l'examen des rapports présentés sont indiquées dans le calendrier figurant en annexe.

5. Soumission de rapports par les États parties en application du paragraphe 1 de l'article 9 de la Convention

À sa quatre-vingt-treizième session, le Comité sera saisi d'une note du Secrétaire général sur la situation en ce qui concerne la soumission de rapports par les États parties en application de l'article 9 de la Convention. Le tableau 1 de ce document contient la liste des rapports reçus des États parties que le Comité n'a pas encore examinés. Le tableau 2 donne des renseignements sur les rapports en retard.

6. Examen des communications soumises en vertu de l'article 14 de la Convention

Conformément aux dispositions du chapitre XVIII de son règlement intérieur, le Comité examinera au titre de ce point les communications qui lui ont été adressées en vertu de l'article 14 de la Convention.

L'article 88 du règlement intérieur dispose que les séances du Comité au cours desquelles sont examinées les communications soumises en vertu de l'article 14 de la Convention se tiennent à huis clos.

7. Procédure de suivi

Conformément aux dispositions de l'article 65 de son règlement intérieur, le Comité examinera au titre de ce point la suite donnée par les États parties à ses observations et recommandations.

8. Suivi de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, et de la Conférence d'examen de Durban

Au titre de ce point, le Comité examinera les activités de suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, adoptés lors de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, et de la Conférence d'examen de Durban.

9. Procédure d'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme

Conformément à la décision qu'il a prise à sa soixante-treizième session, le Comité examinera au titre de ce point des questions liées à l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme.

Annexe

Calendrier proposé pour l'examen des rapports, des observations et des renseignements complémentaires soumis par les États parties

Le calendrier ci-après a été établi par le Secrétaire général, en concertation avec la présidence, compte tenu des décisions prises à ce sujet par le Comité à sa quatre-vingt-douzième session.

<i>Jour</i>	<i>Numéro d'ordre de la séance et heure</i>	<i>État partie</i>
Mercredi 2 août 2017	2550 ^e 15 heures	Koweït (CERD/C/KWT/21-24)
Jeudi 3 août 2017	2551 ^e 10 heures	Koweït (<i>suite</i>)
	2552 ^e 15 heures	Fédération de Russie (CERD/C/RUS/23-24)
Vendredi 4 août 2017	2553 ^e 10 heures	Fédération de Russie (<i>suite</i>)
Lundi 7 août 2017	2556 ^e 15 heures	Émirats arabes unis (CERD/C/ARE/18-21)
Mardi 8 août 2017	2557 ^e 10 heures	Émirats arabes unis (<i>suite</i>)
	2558 ^e 15 heures	Équateur (CERD/C/ECU/23-24)
Mercredi 9 août 2017	2559 ^e 10 heures	Équateur (<i>suite</i>)
	2560 ^e 15 heures	Djibouti (CERD/C/DJI/1-2)
Jeudi 10 août 2017	2561 ^e 10 heures	Djibouti (<i>suite</i>)
	2562 ^e 15 heures	Tadjikistan (CERD/C/TJK/9-11)
Vendredi 11 août 2017	2563 ^e 10 heures	Tadjikistan (<i>suite</i>)
Lundi 14 août 2017	2566 ^e 15 heures	Canada (CERD/C/CAN/21-23)
Mardi 15 août 2017	2567 ^e 10 heures	Canada (<i>suite</i>)
	2568 ^e 15 heures	Nouvelle-Zélande (CERD/C/NZL/21-22)
Mercredi 16 août 2017	2569 ^e 10 heures	Nouvelle-Zélande (<i>suite</i>)